

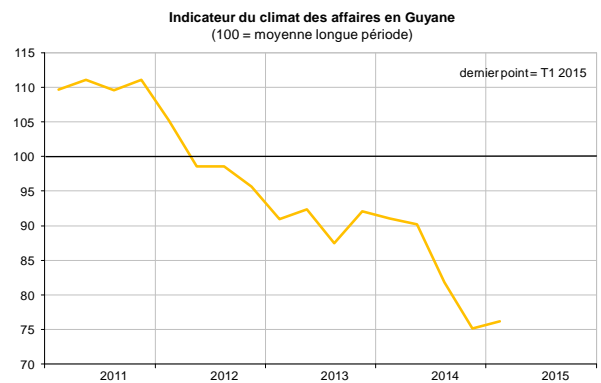
Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

Un léger redressement de l'indicateur du climat des affaires

Après avoir été en recul sur les quatre derniers trimestres, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse légèrement pour le début de l'année 2015 (+1,1 point). A 76,2 points, il s'établit à présent à 23,4 points en deçà de sa moyenne de longue période. Ce léger redressement s'explique par la progression notable de la composante prévisionnelle (+3,3 points), traduisant des anticipations plus favorables des chefs d'entreprise. Après une année 2014 marquée par l'inquiétude de ces derniers quant à l'évolution de leurs délais de paiement et de leur trésorerie, ils semblent moins pessimistes sur ces points mais restent inquiets quant à l'évolution de leur activité pour le prochain trimestre. Le redressement de l'ICA est limité en raison de la composante passée. Cette dernière reste en retrait (-2,3 points contre -3,4 au quatrième trimestre 2014) compte tenu de l'opinion défavorable des chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs effectifs, mais également de leur trésorerie ainsi que de leur activité.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Malgré la baisse de l'activité, les perspectives d'investissement à un an se rapprochent de leur moyenne de longue période. Ce contexte mitigé est associé à une dégradation sur le marché du travail avec une progression du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Dans un contexte de faible inflation, la consommation des ménages progresse mais affiche des signes de fragilité. L'investissement des entreprises pour sa part recule de nouveau sur le premier trimestre de l'année.

En ce début d'année, les chefs d'entreprise formulent une opinion négative quant à l'orientation de leur volume d'affaires. Seul le secteur primaire et de l'industrie agroalimentaire envisage d'investir à un an.

PRÉVISION DE CROISSANCE AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Selon le dernier tableau de bord de la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (Cepal) publié le 2 décembre 2014, la croissance de la région devrait ralentir en 2014 à 1,1 %, soit son plus bas niveau depuis 2009, après avoir observé une croissance de 2,7 % en 2013. Cette contraction se justifie principalement par une baisse des investissements et un manque de dynamisme des grandes économies de la région telles que l'Argentine qui devrait observer un recul de son PIB de 0,2 % ou le Brésil (croissance prévue de 0,2 % en 2014). Pour leurs parts, le Mexique et le Venezuela devraient connaître une croissance respective de 2,1 % et 3 % en 2014.

En 2015, la Cepal anticipe une croissance régionale de 2,2 % avec des valeurs marquantes au Panama (+7 %), en Bolivie (+5,5 %) et au Pérou (+5 %). Cette hausse devrait s'inscrire dans un contexte de reprise progressive de l'économie mondiale avec notamment une baisse des prix des matières premières et une faible demande extérieure pour la région.

Une baisse des prix

En mars 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en baisse de 0,5 % sur le trimestre contre -0,2 % au trimestre précédent. Hormis les prix de l'alimentation (+0,1 %), l'ensemble des prix sont en baisse, en particulier ceux de l'énergie (-2,9 %) et ceux des produits manufacturés (-1,0 %).

Sur un an, l'indice des prix à la consommation décroît de 0,3 % alors qu'il était en hausse au trimestre précédent (+0,3 %), en raison des baisses enregistrées sur les prix de l'alimentation (-0,9%) et de l'énergie (-3,8%).

Un marché du travail morose

La situation sur le marché du travail se détériore un peu plus. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A affiche une nouvelle hausse de 0,3 % (CVS) au premier trimestre 2015. Le nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an progresse significativement sur un an (+9,6 %). On observe que dans le même temps le nombre d'allocataires connaît une légère hausse (+1,2%) sur un an.

Les offres d'emploi collectées reculent de 13,2 % au premier trimestre 2015, contre une augmentation de 7,2 % le trimestre précédent. Cette diminution trouve son origine dans la baisse importante du nombre d'offres d'emploi de moins de six mois (-41,3 %).

Progression fragile de la consommation des ménages

La consommation des ménages progresse au premier trimestre de l'année mais montre des signes de fragilité. Alors que les importations de biens de consommation courante progressent de 5,9 % (CVS), celles des biens d'équipements électriques et ménagers reculent de 11,4 % (CVS). Les ventes de véhicules de tourisme augmentent sensiblement de 8,5 % (CVS) et l'encours des crédits à la consommation se stabilise (0,0 % contre -0,2 % au trimestre précédent).

Les indicateurs de vulnérabilité font état d'une situation des ménages plus précaire. On observe une augmentation du nombre de personnes physiques faisant l'objet d'une interdiction bancaire (3,8 % sur le trimestre) ainsi qu'une hausse des dossiers déposés à la Commission de surendettement (11,1 %).

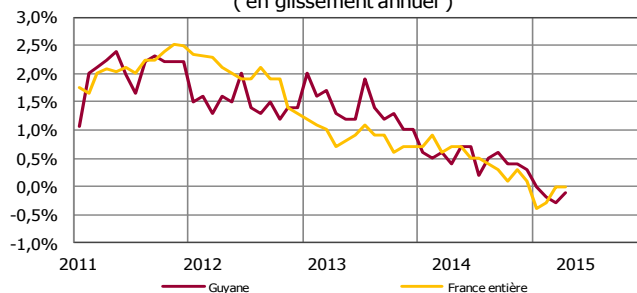
Recul de l'investissement des entreprises

L'évolution des indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises indique une situation plus préoccupante qu'au trimestre précédent. Les importations de biens d'équipement s'inscrivent toujours en retrait, de 7,1 % (CVS) contre -11,6 % (CVS) au trimestre précédent et les ventes de véhicules utilitaires se réduisent de 10,9 % (CVS). Par ailleurs, les créations d'entreprises chutent de 6,4 % (CVS) mais dans une proportion moindre qu'au trimestre précédent (-15,2 %, CVS). Le secteur bancaire continue toutefois de soutenir l'investissement des entreprises.

L'encours des crédits à l'équipement des entreprises poursuit sa progression et affiche un taux de croissance de 7,4 % contre 3,1 % au trimestre dernier.

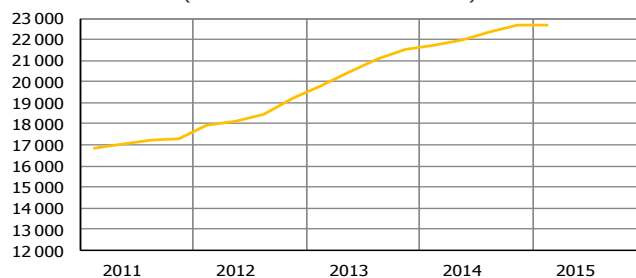
Cette situation morose se répercute également sur les prévisions d'investissement à un an formulées par les chefs d'entreprise. Hormis le secteur primaire et des industries agroalimentaires qui envisage d'investir d'ici un an, les perspectives d'investissement des autres secteurs demeurent mal orientées.

Evolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



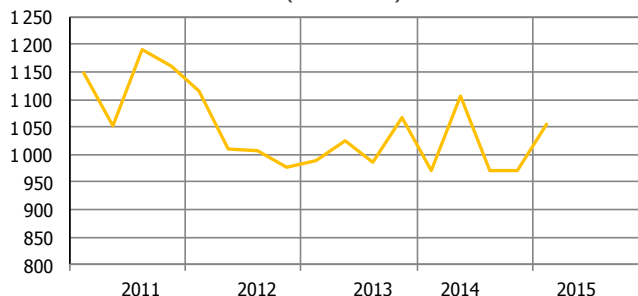
Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)
(données fin de trimestre CVS)



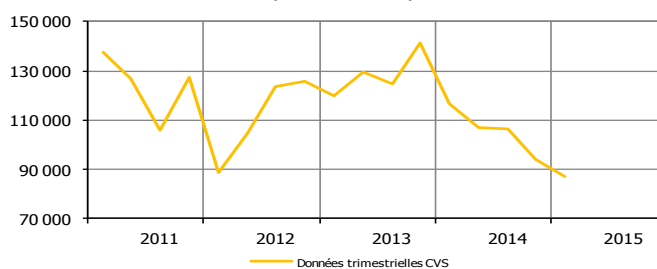
Source : Pôle emploi / Dieccte

Ventes de véhicules de tourisme neufs
(en nombre)



Sources : Somafi, CVS/CJO Iedom

Importations de biens d'équipement
(en milliers d'€)

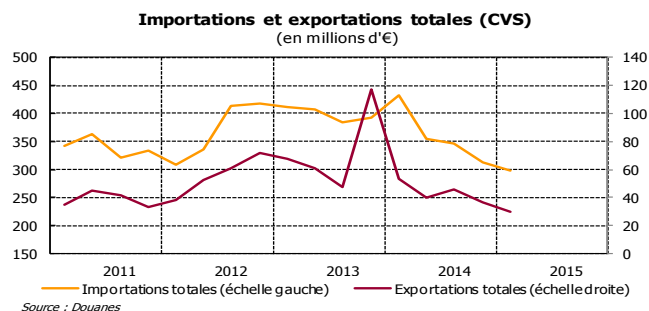


Source : Douanes

Repli des échanges extérieurs

Après une forte détérioration au trimestre précédent, les exportations sont toujours en baisse mais se dégradent moins (-10,0 % CVS) en raison notamment de la hausse des postes machines industrielles agricoles (réexportation) et produits informatiques, électroniques et optiques.

Les importations restent en baisse par rapport au trimestre dernier (-4,7 % CVS) mais également sur un an (-31,4 %). Cette tendance baissière est principalement marquée par le recul des postes correspondant aux déchets industriels et ménagers, et aux produits chimiques, parfums et cosmétiques.



UNE ACTIVITÉ SECTORIELLE TOUJOURS FRAGILE

Pour le premier trimestre de l'année, la filière bovine se porte relativement bien. Les importations de bovins sont en hausse (+16,1 CVS) et les abattages de bovins sont stables (-0,1 % CVS). La filière porcine pour sa part voit les importations reculer de 17,6 % (CVS) alors que les abattages sont en hausse de 2,1 % (CVS).

Dans le secteur de la pêche, les exportations de crevette reculent de nouveau au premier trimestre 2015 (-19,1 % en CVS) alors que les exportations de poissons progressent significativement depuis le début de l'année (50,7 % en CVS pour ce trimestre).

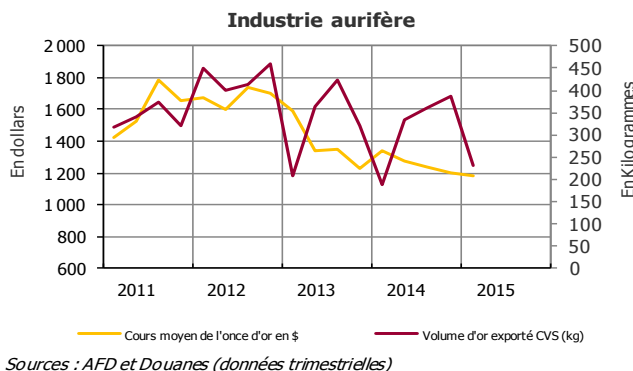
L'activité du secteur des industries agroalimentaires est bien orientée puisque les exportations progressent de 35,2 % (CVS) au premier trimestre.

Selon l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM, les chefs d'entreprise du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** jugent leur activité mal orientée au premier trimestre. Toutefois, sous l'effet de l'amélioration des charges d'exploitation et de la stabilité de leur trésorerie, ils prévoient une amélioration de leur activité au deuxième trimestre et maintiennent des investissements à douze mois.

Avec deux lancements et la mise en orbite de trois satellites au premier trimestre, **l'activité spatiale** reste stable en glissement annuel mais est plus faible qu'au précédent trimestre durant lequel trois tirs avaient été effectués et huit satellites lancés. Cette activité devrait toutefois s'accélérer dans les prochains mois puisque les objectifs de lancement affichés sont de l'ordre de 11 à 12 tirs sur l'ensemble de l'année.

Bien que le cours de l'once d'or soit en augmentation au premier trimestre 2015 (1,6 % en CVS), le **secteur aurifère** se détériore avec des exportations en volume et en valeur qui diminuent de façon notable, respectivement de 40,7 % (CVS) et de 15,3 % (CVS).

De manière générale, les chefs d'entreprise du **secteur de ces autres industries** (industries hors agroalimentaire) jugent leur activité mal orientée. Malgré une diminution des délais de paiement, ceux-ci restent détériorés et ne permettent pas, en dépit de la réduction du poids des charges, d'éviter une détérioration de la trésorerie. Leurs perspectives d'investissement à un an se dégradent de nouveau.

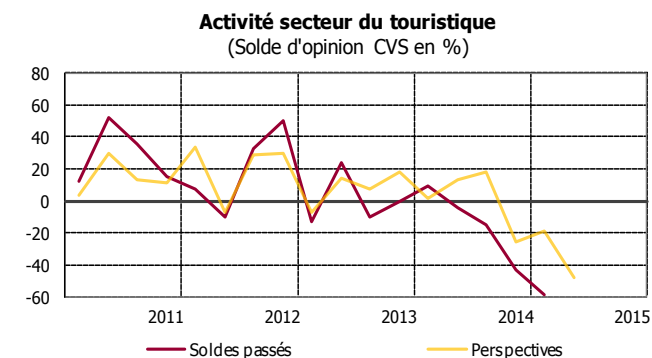


Dans le **secteur de la construction**, l'activité se détériore davantage par rapport au trimestre précédent. En effet, les ventes de ciment (hors filler, liant et big bag) diminuent de 8,8 % (CVS). Les professionnels constatent un allongement sensible des délais de paiement et un alourdissement du poids des charges ayant pour effet d'impacter la trésorerie. Cette situation est de nature à inquiéter les chefs d'entreprises qui prévoient au deuxième trimestre une contraction de leur activité. Avec les perspectives de chantiers pour l'année à venir (Ariane 6, travaux d'aménagements des routes...), les professionnels du secteur sont toutefois plus nombreux qu'au précédent trimestre à souhaiter investir à l'horizon d'un an.

Pour le premier trimestre de l'année 2015, le courant des affaires du **secteur du commerce** reste dégradé et les prévisions d'activité sont maussades. Les délais de paiement restent longs mais la trésorerie demeure préservée. Les chefs d'entreprise sont également plus nombreux qu'au précédent trimestre à souhaiter investir d'ici les douze prochains mois.

Contrairement aux deux précédents trimestres, l'activité du **secteur des services marchands** repart à la hausse mais reste dégradée. L'amélioration du poids des charges a pu toutefois contribuer au rétablissement de la trésorerie des entreprises. Les chefs d'entreprise prévoient des délais de paiement moins longs au deuxième trimestre mais également une augmentation des prix. Ils n'entrevoient pas d'amélioration de leur activité au deuxième trimestre.

Après une progression continue en 2014, le nombre de passagers recule légèrement au premier trimestre 2015. Le nombre de vols diminue de 14,1%. En parallèle, l'enquête de conjoncture révèle une opinion défavorable des chefs d'entreprises du **secteur touristique** quant à l'orientation de leur activité. Ils sont plus nombreux à penser que leur trésorerie s'est détériorée, probablement sous l'effet des charges plus importantes et de délais de paiement qui s'allongent. Dans ce contexte qu'ils jugent morose, leurs prévisions d'investissement se dégradent, de même que les prévisions d'activité.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE MODÉRÉE ET HÉTÉROGÈNE

Selon les prévisions du FMI d'avril 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester modérée en 2015 (+3,5 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec des évolutions contrastées selon les zones géographiques considérées. Alors que les perspectives de croissance s'améliorent pour les pays avancés, celles concernant les pays émergents et les pays en développement se dégradent. Ces derniers contribueraient tout de même à hauteur de 70 % à la croissance mondiale en 2015.

Aux États-Unis, l'activité a été plus faible que prévue au premier trimestre 2015 : le PIB s'est contracté de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec un hiver rigoureux et l'appréciation du dollar, qui pèse sur les échanges extérieurs. La faiblesse des cours du pétrole, un ajustement budgétaire modéré et une politique monétaire toujours accommodante soutiennent toutefois la demande intérieure.

En zone euro, le PIB progresse de 0,4 % au premier trimestre 2015, après +0,3 % au quatrième trimestre 2014. Pour rappel, la croissance 2014 s'est établie à +0,9 % (Eurostat). D'après le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro. En 2015, l'activité économique devrait accélérer, portant la croissance annuelle à +1,5 %.

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 mai 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,2 % en 2014. Au premier trimestre 2015, le PIB progresse de 0,6 % après avoir stagné au quatrième trimestre 2014. L'accélération de la consommation des ménages et les variations de stocks contribuent positivement à l'évolution du PIB, tandis que l'investissement et le solde du commerce extérieur pèsent sur son évolution. Le FMI prévoit une croissance de +1,2 % pour la France en 2015.

Au Japon, après une année 2014 décevante, la croissance devrait aussi se redresser, grâce à l'affaiblissement du yen et à la baisse des prix du pétrole.

En Chine, le FMI prévoit un nouveau ralentissement de l'investissement, en particulier dans l'immobilier. Au Brésil, une moindre confiance du secteur privé, un durcissement de la politique macro-économique ainsi que la sécheresse influent négativement sur les perspectives de croissance. En Russie, les prévisions de croissance reflètent l'impact économique de la forte baisse des prix du pétrole et de la montée des tensions géopolitiques.

En 2016, l'activité économique des pays émergents devrait s'accélérer et porter la croissance mondiale à +3,8 %.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achevé d'imprimer : 30 juin 2015 – Dépôt légal : Juin 2015 – ISSN 1952-9619